

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2019/11968]

4 AVRIL 2019. — Arrêté ministériel dérogeant à l'arrêté ministériel du 13 mars 2019 interdisant temporairement la circulation en forêt pour limiter la propagation de la peste porcine africaine

Le Ministre de la Nature et de la Ruralité,

Vu le décret du 15 juillet 2008 relatif au Code forestier, l'article 14;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2009 relatif à l'entrée en vigueur et à l'exécution du décret du 15 juillet 2008 relatif au Code forestier, l'article 19, alinéa 1^{er}, 5°;

Vu l'arrêté ministériel du 12 octobre 2018 interdisant temporairement la circulation en forêt pour limiter la propagation de la peste porcine africaine, modifié par l'arrêté ministériel du 14 novembre 2018, par l'arrêté ministériel du 15 janvier 2019 et par l'arrêté ministériel du 13 mars 2019;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, l'article 3, § 1^{er};

Que l'absence de soumission à l'avis de la section législation du conseil d'Etat est spécialement motivée en raison de l'urgence;

Que l'urgence se justifie par le fait que la crise sanitaire que constitue la peste porcine africaine est une crise grave et très rapidement évolutive qui requiert une prise de décision immédiate;

Que l'expert en peste porcine de l'Union européenne, Vittorio Guberti, a apporté son expertise sur les dispositions en projet les 2 et 3 avril 2019 afin d'éclairer au mieux la décision ministérielle; qu'il s'agit là d'une information nouvelle et essentielle qui devrait permettre d'assurer une reprise économique de l'activité touristique dans la zone infectée sous certaines conditions;

Que le début des vacances de printemps est fixé au 6 avril 2019. Cette période sonne le début des activités touristiques dans les forêts gaumaises et représente pour la province du Luxembourg un atout important pour l'activité touristique;

Que le laps de temps imparti entre l'avis remis par l'expert européen et le début des activités touristiques fixée au 6 avril est trop court que pour solliciter l'avis de la section législation du Conseil d'Etat;

Considérant qu'en application de la Directive 2002/60 du Conseil du 27 juin 2002 établissant des dispositions spécifiques pour la lutte contre la peste porcine africaine et modifiant la directive 92/119/CEE, en ce qui concerne la maladie de Teschen et la peste porcine africaine, la Région wallonne est obligée de prendre rapidement immédiatement plusieurs dispositions en vue de freiner la propagation de la maladie et de les adapter au fur et à mesure de l'évolution de la situation sanitaire;

Considérant que le maintien de la circulation en forêt présente un risque réel de dispersion des sangliers et donc de propagation de la peste porcine africaine, à fortiori dans les parties de la zone tampon comportant des foyers d'infection récents et qu'il y a lieu, dès lors, pour réduire ces risques de limiter l'accès dans les parties de la zone tampon telles que définies en annexe du présent arrêté, uniquement aux personnes chargées de la lutte contre cette maladie et celles pouvant bénéficier de dérogations moyennant le respect des conditions en application;

Considérant, a contrario, qu'au niveau des premiers foyers de la PPA, on peut considérer être entré dans une phase plus endémique et qu'une circulation générale sur la voirie ouverte ne devrait pas avoir d'impact sur la population de sangliers, par ailleurs fortement diminuée par la maladie et les efforts soutenus de destruction, et largement contingentée au sein d'un dispositif de clôtures;

Considérant qu'en fonction de l'évolution de l'épidémie, il est opportun de déroger, moyennant le respect de conditions strictes à l'interdiction de circulation en forêt pour permettre l'exploitation des épicéas scolytés, qui est urgente en raison de la crise sanitaire liée au développement massif de cet insecte et étroitement liée aux mesures d'interdiction de circulation en forêt adoptées dans le cadre de la gestion de la PPA;

Considérant qu'il y a lieu de permettre la reprise rapide de certaines activités économiques de types forestières, agricoles, piscicoles et touristiques dans les terrains accessibles par des chemins empierrés en forêt où la circulation est interdite;

Considérant la diminution de la charge virale « peste porcine africaine » dans certaines zones définies en annexe situées à l'intérieur du périmètre de la zone tampon incluant la zone noyau suite aux mesures de police sanitaire de cette maladie, dont la recherche, l'extraction et l'élimination des cadavres de sangliers pestiférés;

Considérant que le risque de dissémination du virus à partir d'un chemin ou d'un sentier par un utilisateur autorisé à emprunter ce type de voirie est minime et évalué à un risque faible et ce, d'autant que la charge virale peste porcine a été significativement atténuée par les mesures de police sanitaire activées;

Considérant le faible risque de propagation de la maladie tel qu'évoqué ci-avant par les utilisateurs énumérés aux articles 20 et 21 du décret du 15 juillet 2008 contenant le Code forestier;

Considérant qu'un assouplissement des mesures d'interdiction de circulation en forêt à l'encontre de ces usagers et sur les seuls chemins et sentiers traversant les bois et forêts situés à l'intérieur du périmètre de la zone tampon et qui ne traversent pas les bois et forêts des parties de la zone tampon telles que définies en annexe, n'est pas de nature à contrevenir à l'objectif et priorité absolue définie par les Autorités régionales et fédérales qui est l'éradication de la maladie;

Considérant qu'il y a lieu d'assouplir les mesures d'interdiction de circulation en forêt afin de permettre aux usagers faibles de la Forêt de pouvoir bénéficier d'un accès récréatif aux milieux forestiers sur les voies et chemins et ce tout particulièrement dans le contexte des vacances de printemps qui débutent le 6 avril 2019;

Considérant que le Comité scientifique de l'AFSCA estime que l'accès des sentiers forestiers aux promeneurs dans la zone II n'est pas de nature à modifier la qualification « faible » du risque direct d'introduction de la PPA dans les exploitations porcines à condition que toutes les règles de biosécurité externe soient respectées dans les exploitations porcines, que la gestion de la PPA dans la zone infectée soit poursuivie avec les mêmes moyens et que les promeneurs reçoivent une information détaillée et respectent les consignes;

Considérant l'avis du 24 janvier 2019 de l'Agence nationale française de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail relatif à « l'évaluation de l'impact des activités en forêt sur le risque de diffusion de la peste porcine africaine sur le territoire national, par le dérangement des sangliers en conséquence des activités humaines de loisir et d'exploitation forestière, cet avis précisant en son point « 3.4. Conclusions et recommandations du Gecu » que l'étude des différents facteurs de dérangement des sangliers permet de classer les activités humaines ou d'exploitation forestière selon leur impact qu'il est possible de distinguer 3 groupes d'activités, ici classées selon l'importance décroissante du dérangement induit :

- Groupe 1 (4 activités les plus dérangeantes) : éclaircissement de parcelles par engins, coupe de bois (abattage de gros arbres), débardage et ramasseurs de champignons/bois de cerf (dans ce dernier cas, le dérangement est directement proportionnel à la fréquence et à la durée de ces activités, donc particulièrement impactant en pleine saison);

- Groupe 2 (7 activités moyennement dérangeantes) : quad, promeneurs avec chien (sans laisse), course d'orientation, chargement de grumes, martelage, joggeurs avec chien et photographes;

- Groupe 3 (5 activités à plus faible risque de dérangement) : groupes de randonneurs, sorties naturalistes, VTT, joggeurs et équitation;

Considérant le risque significatif de propagation du virus de la PPA que constitue la pénétration en forêt du public en dehors des chemins et sentiers en vue de récolter les produits de la forêt définis à l'article 3, 19°, du Code forestier tels que des champignons, des fleurs, des plantes aromatiques et médicinales sauvages;

Considérant que le Service public de Wallonie a procédé à l'information du public tant au travers du fascicule d'information « La peste porcine africaine, agissons ensemble » qu'au travers d'une campagne d'information via les canaux médiatiques;

Considérant que des instructions très précises de contrôle renforcé sur le terrain des mesures d'assouplissement de la circulation en forêt ont été données aux agents assermentés de l'Administration forestière,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1. l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2018 : l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2018 portant diverses mesures temporaires de lutte contre la peste porcine africaine chez les sangliers, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 janvier 2019, du 19 février 2019 et du 19 mars 2019;

2. l'arrêté ministériel du 13 mars 2019 : l'arrêté ministériel du 13 mars 2019 interdisant temporairement la circulation en forêt pour limiter la propagation de la peste porcine africaine.

Art. 2. Par dérogation à l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 13 mars 2019, l'interdiction de circulation pour les piétons sur les chemins et sentiers traversant les bois et forêts situés à l'intérieur du périmètre de la zone tampon incluant la zone noyau, telle que définie à l'annexe de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2018, est levée sans préjudice des dispositions fixées par le décret du 15 juillet 2008 contenant le Code forestier.

L'interdiction de circulation pour les piétons visée à l'alinéa 1^{er} est maintenue sur les chemins et sentiers traversant les bois et forêts des parties de la zone tampon telles que définies en annexe.

Art. 3. Par dérogation à l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 13 mars 2019, l'interdiction de circulation pour les cyclistes, les conducteurs d'animaux de trait, de charge, de monture ou d'élevage sur les sentiers balisés pour ces usagers et les chemins traversant les bois et forêts situés à l'intérieur du périmètre de la zone tampon incluant la zone noyau, telle que définie à l'annexe de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2018, et qui ne traversent pas les bois et forêts des parties de la zone tampon, telles que définies en annexe, est levée sans préjudice des dispositions fixées par le décret du 15 juillet 2008 contenant le Code forestier.

L'interdiction de circulation est également levée pour les usagers visés à l'alinéa 1^{er} sur les sentiers qui sont balisés pour ceux-ci après autorisation de l'agent désigné comme tel par le Gouvernement et qui ne traversent pas les bois et forêts des parties de la zone tampon telles que définies en annexe.

Art. 4. Le prélèvement de produits de la forêt, tel que visé à l'article 50 du décret du 15 juillet 2008 relatif au Code forestier, est interdit à l'intérieur de tout le périmètre de la zone tampon incluant la zone noyau, telle que définie à l'annexe de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2018.

Art. 5. Le présent arrêté produit ses effets le 6 avril 2019 et cesse d'être en vigueur le 30 juin 2019.

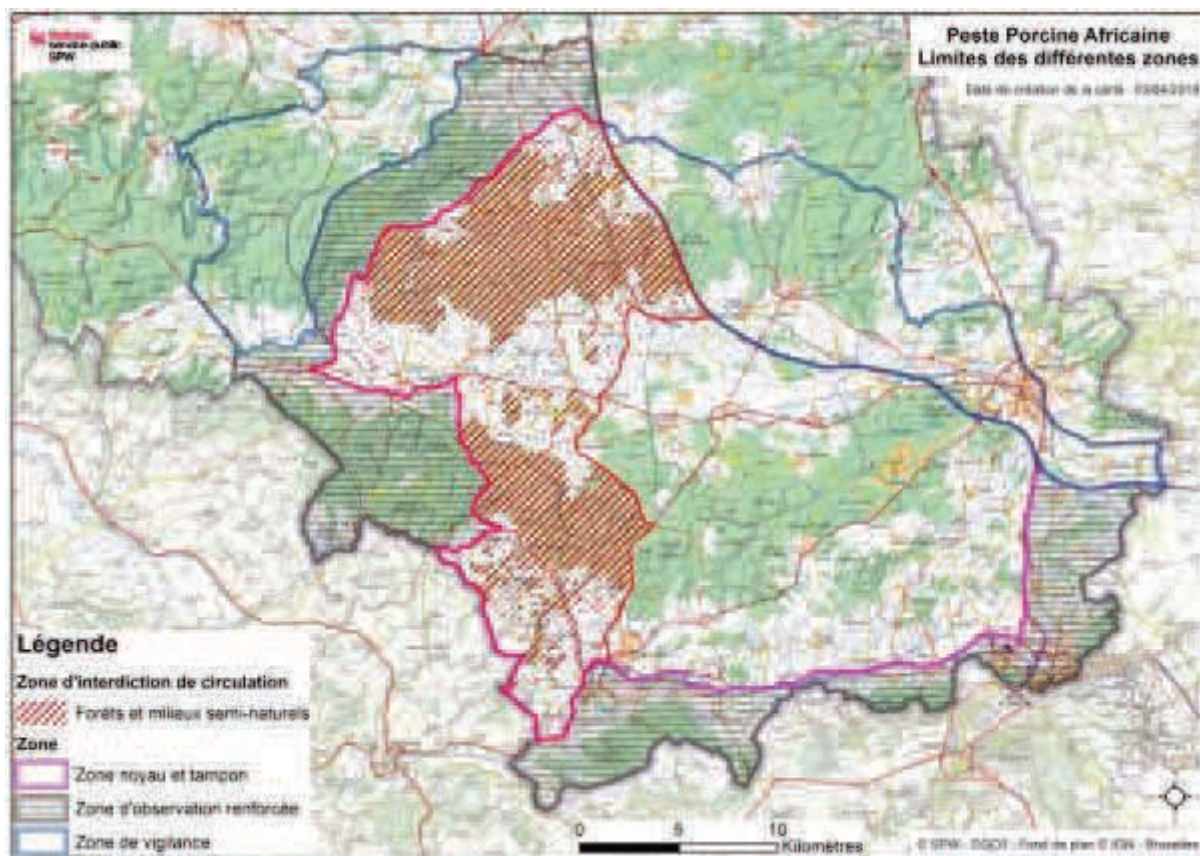
Namur, le 4 avril 2019.

R. COLLIN

Annexe

Limites de la zone interdite de circulation en forêt (03/04/2019) :

- La N987 depuis son intersection avec la A4/E25/E411 au niveau d'Houdemont jusqu'à son intersection avec le N879 au niveau de Marbehan.
 - La N879 jusqu'à son intersection avec la N87.
 - La N87 jusqu'à son intersection avec la N82 au niveau de Virton.
 - La N82 jusqu'à son intersection avec la N88.
 - La N88 jusqu'à son intersection avec la N871.
 - La N871 jusqu'à la frontière française.
 - La frontière française vers le nord jusqu'à son intersection avec la N895 à hauteur de Limes.
 - La N895 jusqu'à son intersection avec la N88 à Limes.
 - La N88 jusqu'à son intersection avec la N891 au niveau de Gérouville.
 - La N891 jusqu'à son intersection avec la N83 au niveau de Jamoigne.
 - La N83 jusqu'à son intersection avec la N85 au niveau de Florenville.
 - La N85 jusqu'à son intersection avec la N894 au niveau de Lacuisine.
 - La N894 jusqu'à son intersection avec la rue de La Motte au niveau de Suxy.
 - La rue de la Motte puis la rue de Neufchâteau jusqu'à sa séparation en deux branches.
 - La branche droite de la rue de Neufchâteau, puis la route forestière non nommée qui rejoint la rue des Bruyères à Assenois.
 - La rue des Bruyères jusqu'à la N801.
 - La N801 jusqu'à son intersection avec la rue de l'Accord au niveau d'Assenois.
 - La rue de l'Accord et la rue du Fet jusqu'à son intersection avec la N40.
 - La N40 jusqu'à son intersection jusqu'à son intersection avec la A4/E25/E411.
- La A4/E25/E411 jusqu'à son intersection avec la N897 au niveau d'Houdemont.



Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 4 avril 2019 dérogeant à l'arrêté ministériel du 13 mars 2019 interdisant temporairement la circulation en forêt pour limiter la propagation de la peste porcine africaine.

Namur, le 4 avril 2019.

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme,
du Patrimoine et délégué à la Grande Région,

R. COLLIN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2019/11968]

4. APRIL 2019 — Ministerieller Erlass zur Abweichung von dem Ministeriellen Erlass vom 13. März 2019, durch den der Verkehr im Wald vorübergehend untersagt wird, um die Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest zu begrenzen

Der Minister für Natur und ländliche Angelegenheiten,

Aufgrund des Dekrets vom 15. Juli 2008 über das Forstgesetzbuch, Artikel 14;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2009 über das Inkrafttreten und die Ausführung des Dekrets vom 15. Juli 2008 über das Forstgesetzbuch, Artikel 19 Absatz 1 Ziffer 5;

Aufgrund des Ministeriellen Erlasses vom 12. Oktober 2018, durch den der Verkehr im Wald vorübergehend untersagt wird, um die Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest zu begrenzen, abgeändert durch den Ministeriellen Erlass vom 14. November 2018, den Ministeriellen Erlass vom 15. Januar 2019 und den Ministeriellen Erlass vom 13. März 2019;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, Artikel 3 § 1;

In der Erwägung, dass die fehlende Beantragung des Gutachtens der Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates angesichts der Dringlichkeit besonders begründet ist;

In der Erwägung, dass die Dringlichkeit dadurch gerechtfertigt ist, dass es sich bei der durch die Afrikanische Schweinepest verursachten Gesundheitskrise um eine schwere und sehr schnell voranschreitende Krise handelt, die eine sofortige Entscheidungsfindung erfordert;

In der Erwägung, dass der Sachverständige der Europäischen Union, Vittorio Guberti, am 2. und 3. April 2019 sein Fachwissen über die geplanten Bestimmungen eingebracht hat, um die Minister bei ihren Entscheidungen bestmöglich zu informieren; es handelt sich dabei um neue und wesentliche Informationen, die es ermöglichen sollten, unter bestimmten Bedingungen einen wirtschaftlichen Neubeginn der touristischen Aktivitäten im Seuchengebiet zu gewährleisten;

In der Erwägung, dass der Beginn der Frühjahrsferien auf den 6. April 2019 festgelegt ist. Dieser Zeitraum markiert den Beginn der touristischen Aktivitäten in den Wäldern der Gaume und ist für die Provinz Luxemburg von grundlegender Bedeutung, was die touristische Aktivität betrifft;

In der Erwägung, dass der zeitliche Abstand zwischen der Stellungnahme des europäischen Sachverständigen und der Aufnahme der touristischen Aktivitäten am 6. April zu kurz ist, um das Gutachten der Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates einzuholen;

In der Erwägung, dass die Wallonische Region gemäß der Richtlinie 2002/60 des Rates vom 27. Juni 2002 zur Festlegung von besonderen Vorschriften für die Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest sowie zur Änderung der Richtlinie 92/119/EWG hinsichtlich der Teschener Krankheit und der Afrikanischen Schweinepest verpflichtet ist, rasch mehrere Sofortmaßnahmen gegen die Ausbreitung der Seuche zu ergreifen und diese bei fortschreitender Entwicklung der Gesundheitslage anzupassen;

In der Erwägung, dass die Aufrechterhaltung des Verkehrs im Wald eine echte Gefahr der Verbreitung von Wildschweinen und damit der Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest darstellt, insbesondere in den Teilen der Pufferzone, in denen in jüngster Zeit neue Seuchenherde entdeckt wurden, und dass daher, um diese Gefahr zu verringern, der Zugang zu den Teilen der Pufferzone, die im Anhang des vorliegenden Erlasses abgegrenzt werden, ausschließlich den Personen gestattet werden sollte, die mit der Bekämpfung dieser Krankheit beauftragt sind, sowie den Personen, die für Ausnahmeregelungen in Frage kommen, sofern die geltenden Bedingungen eingehalten werden;

In der Erwägung, dass andererseits davon ausgegangen werden kann, dass die ersten Seuchenherde der Afrikanischen Schweinepest in eine endemischere Phase eingetreten ist und dass der allgemeine Verkehr auf dem offenen Straßennetz keine Auswirkungen auf den Wildschweinbestand haben sollte, der zudem bereits durch die Krankheit und die anhaltenden Bemühungen um seine Vernichtung stark reduziert ist, und dessen Wildwechsel innerhalb des eingezäunten Gebiets weitgehend eingeschränkt ist;

In der Erwägung, dass es je nach Entwicklung der Seuche sinnvoll ist, unter strengen Bedingungen von diesem allgemeinen Verbot des Verkehrs im Wald abzuweichen, um die Verarbeitung der durch den Borkenkäfer befallenen Fichten zu ermöglichen, die dringend notwendig ist aufgrund der Gesundheitskrise im Zusammenhang mit der massiven Ausbreitung dieses Schädling, die in engem Zusammenhang mit den im Rahmen der Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest beschlossenen Maßnahmen zum Verbot des Verkehrs in den Wäldern steht;

In der Erwägung, dass es notwendig ist, die rasche Wiederaufnahme bestimmter wirtschaftlicher Tätigkeiten in den Bereichen Forstwirtschaft, Landwirtschaft, Fischzucht und Tourismus auf Flächen zu ermöglichen, die im Wald über Schotterwege zugänglich sind, auf denen der Verkehr untersagt ist;

In Erwägung des Rückgangs der Virenbelastung durch die Afrikanische Schweinepest in bestimmten im Anhang definierten Gebieten, die sich innerhalb des Umfangs der Pufferzone einschließlich der Kernzone befinden, im Anschluss an die Maßnahmen zur Bekämpfung dieser Krankheit, einschließlich der Aufspürung, Entfernung und Beseitigung von toten infizierten Wildschweinen;

In der Erwägung, dass das Risiko der Ausbreitung des Virus von einem Weg oder einem Pfad aus durch einen zur Nutzung dieser Art von Strecken berechtigten Nutzer minimal ist und mit nur einem geringen Risiko bewertet wird, zumal die Virenbelastung der Schweinepest durch die durchgeführten Tiergesundheitsmaßnahmen erheblich verringert wurde;

In Erwägung der vorerwähnten geringen Gefahr einer durch die in den Artikeln 20 und 21 des Dekrets vom 15. Juli 2008 über das Forstgesetzbuch erwähnten Nutzer verursachten Ausbreitung der Krankheit;

In der Erwägung, dass eine Lockerung der Maßnahmen, die diesen Nutzern den Verkehr in den Wäldern verbieten, und nur die Wege und Pfade betrifft, die die Wälder und Forste durchqueren, die sich innerhalb des Umkreises der Pufferzone befinden und die die Wälder und Forste der im Anhang definierten Teile der Pufferzone nicht durchqueren, nicht gegen das von den regionalen und föderalen Behörden festgelegte Ziel der Beseitigung der Krankheit verstößt, das eine absolute Priorität darstellt;

In der Erwägung, dass die Maßnahmen zum Verbot des Verkehrs in den Wäldern gelockert werden müssen, um es schwachen Verkehrsteilnehmern zu ermöglichen, den erholsamen Zugang zu Waldgebieten auf Straßen und Wegen zu nutzen, insbesondere im Zusammenhang mit den am 6. April 2019 beginnenden Frühjahrsferien;

In der Erwägung, dass der Wissenschaftliche Ausschuss der FASNK der Ansicht ist, dass der Zugang zu Forstwegen für Spaziergänger in der Zone II die Einstufung "Gering" der direkten Gefahr der Einführung der Afrikanischen Schweinepest in Schweinehaltungsbetriebe nicht ändern wird, vorausgesetzt, dass alle externen Biosicherheitsvorschriften in Schweinehaltungsbetrieben eingehalten werden, dass die Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest in dem Seuchengebiet mit den gleichen Mitteln fortgesetzt wird und dass Spaziergänger detaillierte Informationen erhalten und die Anweisungen befolgen;

In Erwägung der Stellungnahme der Französischen Agentur für Nahrungssicherheit, Umwelt und Arbeitsschutz am 24. Januar 2019 zur "Bewertung der Auswirkungen von Tätigkeiten im Wald auf das Risiko der Ausbreitung der afrikanischen Schweinepest auf dem Staatsgebiet durch die Störung von Wildschweinen infolge von Tätigkeiten im Rahmen der menschlichen Freizeit und Forstwirtschaft", wobei in dieser Stellungnahme unter Ziffer 3.4 "Schlussfolgerungen und Empfehlungen der Expertengruppe Gecu" erläutert wird, dass die Untersuchung der verschiedenen Störfaktoren der Wildschweine es ermöglicht, menschliche Tätigkeiten oder forstwirtschaftliche Tätigkeiten nach ihren Auswirkungen einzustufen, und dass es möglich ist, zwischen 3 Gruppen von Tätigkeiten zu unterscheiden, die hier nach der abnehmenden Bedeutung der verursachten Störung eingestuft werden:

- Gruppe 1 (4 störendste Tätigkeiten): Durchforstung der Parzellen durch Maschinen, Abholzung (Fällen von großen Bäumen), HolZRücken und Pilz-/Hirschgeweihsammler (im letzteren Fall steht die Störung im direkten Verhältnis zur Häufigkeit und Dauer dieser Tätigkeiten; in der Hochsaison ist die Belastung daher besonders hoch);

- Gruppe 2 (7 mäßig störende Aktivitäten): Quadfahrer, Spaziergänger mit Hunden (nicht angeleint), Orientierungslauf, Verladen von Holz, Auszeichnen der Bäume, Jogger mit Hunden und Fotografen;

- Gruppe 3 (5 Aktivitäten mit geringerem Störfaktor): Wandergruppen, Natursausflüge, Mountainbiking, Jogger und Reiter;

In der Erwägung, dass die Gefahr einer Ausbreitung des Virus der Afrikanischen Schweinepest durch die Öffentlichkeit, die abseits der Wege und Pfade in den Wald eindringt, um Waldprodukte im Sinne von Artikel 3 Ziffer 19 des Forstgesetzbuches, wie Pilze, Blumen, wilde Gewürz- und Heilpflanzen, zu ernten, erheblich ist;

In der Erwägung, dass der Öffentliche Dienst der Wallonie die Öffentlichkeit sowohl durch das Informationsblatt "Afrikanische Schweinepest, wir handeln gemeinsam" als auch durch eine Informationskampagne in den Medien informiert hat;

In der Erwägung, dass den vereidigten Beamten der Forstverwaltung sehr genaue Anweisungen für eine verbesserte Kontrolle vor Ort der Maßnahmen zur Lockerung der Vorschriften für den Verkehr im Wald erteilt wurden,
Beschließt:

Artikel 1 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1. der Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. November 2018: der Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. November 2018 zur Festlegung verschiedener vorübergehender Maßnahmen zur Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest bei Wildschweinen, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 11. Januar 2019, vom 19. Februar 2019 und vom 19. März 2019;

2. der Ministerielle Erlass vom 13. März 2019: der Ministerielle Erlass vom 13. März 2019, durch den der Verkehr im Wald vorübergehend untersagt wird, um die Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest zu begrenzen.

Art. 2 - In Abweichung von Artikel 1 des Ministeriellen Erlasses vom 13. März 2019 wird das Verbot des Betretens des Waldes für Fußgänger auf Wegen und Pfaden, die die Wälder und Forste durchqueren, die sich innerhalb des im Anhang des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2018 festgelegten Umkreises der Pufferzone einschließlich der Kernzone befinden, unbeschadet der Bestimmungen, die in dem Dekret vom 15. Juli 2008 über das Forstgesetzbuch festgelegt sind, aufgehoben.

Das in Absatz 1 genannte Verbot des Betretens des Waldes für Fußgänger wird auf Wegen und Pfaden, die die Wälder und Forste der im Anhang definierten Teile der Pufferzone durchqueren, bleibt bestehen.

Art. 3 - In Abweichung von Artikel 1 des Ministeriellen Erlasses vom 13. März 2019 wird das Verbot des Betretens des Waldes für Radfahrer und Führer von Zug-, Last-, Reit- und Zuchttieren auf den zu diesem Zweck gekennzeichneten Pfaden und auf den Wegen, die die Wälder und Forste durchqueren, die sich innerhalb des im Anhang Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. November 2018 festgelegten Umkreises der Pufferzone einschließlich der Kernzone befinden und die die Wälder und Forste der im Anhang definierten Teile der Pufferzone nicht durchqueren, unbeschadet der Bestimmungen, die in dem Dekret vom 15. Juli 2008 über das Forstgesetzbuch festgelegt sind, aufgehoben.

Das Verbot wird ebenfalls für die in Absatz 1 genannten Nutzer auf Pfaden aufgehoben, die nach Genehmigung durch den von der Regierung bezeichneten Bediensteten für sie gekennzeichnet sind und die die Wälder und Forste der im Anhang definierten Teile der Pufferzone nicht durchqueren.

Art. 4 - Die Gewinnung von forstwirtschaftlichen Erzeugnissen gemäß Artikel 50 Dekret vom 15. Juli 2008 über das Forstgesetzbuch ist in dem im Anhang Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. November 2018 festgelegten Umkreis der Pufferzone einschließlich der Kernzone, verboten.

Art. 5 - Der vorliegende Erlass wird am 6. April 2019 wirksam und tritt am 30. Juni 2019 außer Kraft.

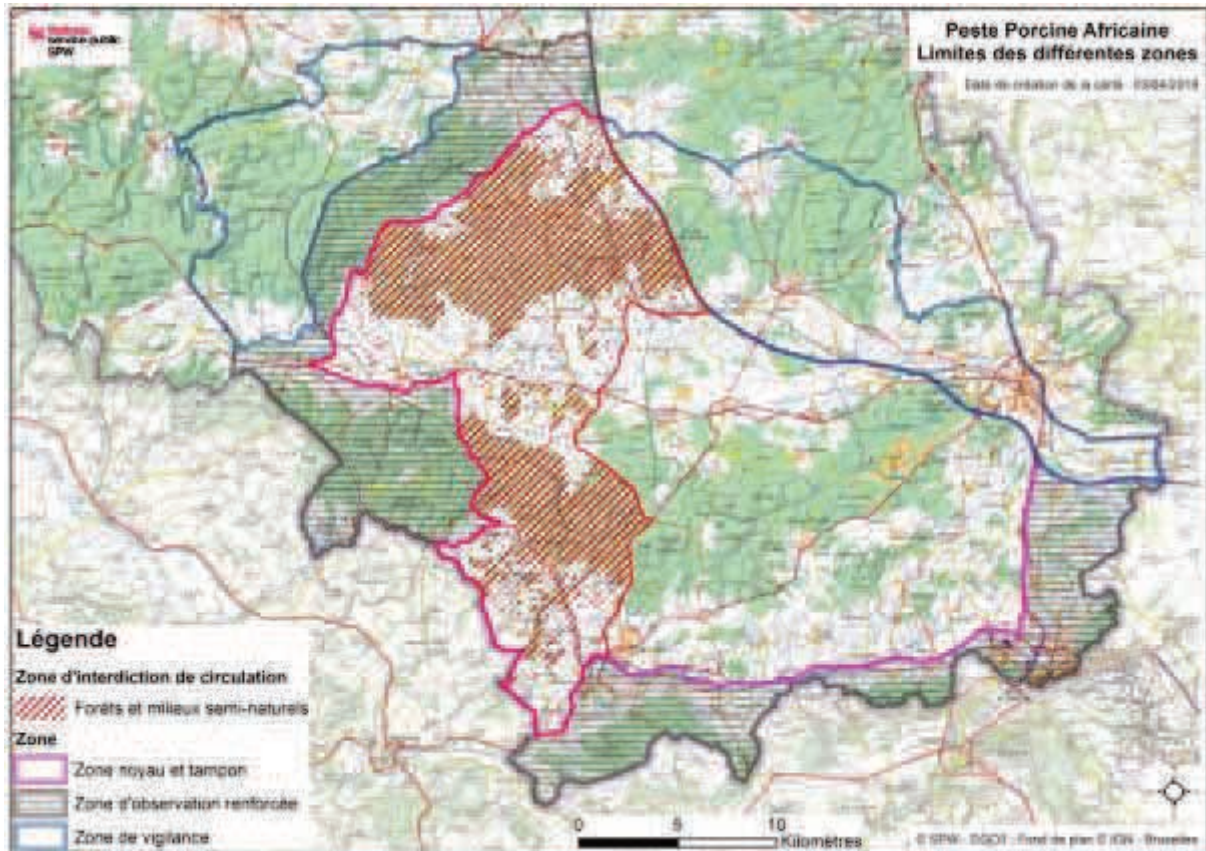
Namur, den 4. April 2019

R. COLLIN

Anhang

Grenzen des für den Verkehr gesperrten Waldgebiets (03/04/2019):

- Die N987 von der Kreuzung mit der A4/E25/E411 auf Höhe von Houdemont bis zur Kreuzung mit der N879 auf Höhe von Marbehan.
 - die N879 bis zur Kreuzung mit der N87.
 - die N87 bis zur Kreuzung mit der N82 auf Höhe von Virton.
 - die N82 bis zur Kreuzung mit der N88.
 - die N88 bis zur Kreuzung mit der N871.
 - die N871 bis zur französischen Grenze.
 - die französische Grenze in Richtung Norden bis zur Kreuzung mit der N895 auf Höhe von Limes.
 - die N895 bis zur Kreuzung mit der N88 in Limes.
 - die N88 bis zur Kreuzung mit der N891 auf Höhe von Gérouville.
 - die N891 bis zur Kreuzung mit der N83 auf Höhe von Jamoigne.
 - die N83 bis zur Kreuzung mit der N85 auf Höhe von Florenville.
 - die N85 bis zur Kreuzung mit der N894 auf Höhe von Lacuisine.
 - die N894 bis zur Kreuzung mit der rue de La Motte auf Höhe von Suxy.
 - die rue de la Motte, dann die rue de Neufchâteau bis zu ihrer Abzweigung.
 - der rechte Abzweig der Rue de Neufchâteau, dann die unbenannte Forststraße, die in Assenois in die Rue des Bruyères mündet.
 - die rue des Bruyères bis zur N801.
 - die N801 bis zur Kreuzung mit der rue de l'Accord auf Höhe von Assenois.
 - die rue de l'Accord und die rue du Fet bis zur Kreuzung mit der N40.
 - die N40 bis zur Kreuzung mit der A4/E25/E411.
- die A4/E25/E411 bis zur Kreuzung mit der N897 auf Höhe von Houdemont.



Gesehen, um dem Ministeriellen Erlass zur Abweichung von dem Ministeriellen Erlass vom 13. März 2019, durch den der Verkehr im Wald vorübergehend untersagt wird, um die Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest zu begrenzen, beigefügt zu werden.

Namur, den 4. April 2019

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten, Tourismus,
Denkmalschutz, und Vertreter bei der Großregion,

R. COLLIN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2019/11968]

4 APRIL 2019. — Ministerieel besluit tot afwijking van het ministerieel besluit van 13 maart 2019 houdende een tijdelijk verbod op het verkeer in bossen om de verspreiding van Afrikaanse varkenspest te beperken

De Minister van Natuur en Landelijke Aangelegenheden,

Gelet op het decreet van 15 juli 2008 betreffende het Boswetboek, inzonderheid op artikel 14;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2009 betreffende de inwerkingtreding en de uitvoering van het decreet van 15 juli 2008 betreffende het Boswetboek, artikel 19, lid 1, 5°;

Gelet op het ministerieel besluit van 12 oktober 2018 houdende een tijdelijk verbod op het verkeer in bossen om de verspreiding van Afrikaanse varkenspest te beperken, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 14 november 2018, bij het ministerieel besluit van 15 januari 2019 en bij het ministerieel besluit van 13 maart 2019;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1;

Overwegende dat de niet-voorlegging ervan aan het advies van de afdeling wetgeving van de Raad van State bijzonder gemotiveerd is wegens de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de dringende noodzakelijkheid verantwoord is door het feit dat de sanitaire crisis die de Afrikaanse varkenspest is, een ernstige, zeer snel evoluerende crisis is, die vereist dat beslissingen onmiddellijk dienen te worden genomen;

Overwegende dat de expert inzake varkenspest van de Europese Unie, Vittorio Guberti, op 2 en 3 april 2019 de ontwerp-bepalingen aan een deskundig onderzoek heeft onderworpen om de ministeriële beslissing zo goed mogelijk te onderbouwen; dat dit een nieuw en belangrijk gegeven betreft, waardoor een economische hervatting van de toeristische activiteit in het besmette gebied onder bepaalde voorwaarden mogelijk wordt gemaakt;

Overwegende dat de aanvang van de lentevakantie vastgesteld is op 6 april 2019. Dat die periode het begin inluit van de toeristische activiteiten in de wouden van de Gaume en voor de provincie Luxemburg een belangrijke troef vormt voor de toeristische activiteit;

Overwegende dat het tijdsbestek tussen het advies van de Europese expert en de aanvang van de toeristische activiteiten, vastgesteld op 6 april, te kort is om het advies van de afdeling wetgeving van de Raad van State in te winnen;

Overwegende dat, overeenkomstig Richtlijn 2002/60 van de Raad van 27 juni 2002 houdende specifieke bepalingen voor de bestrijding van Afrikaanse varkenspest en houdende wijziging van Richtlijn 92/119/EEG met betrekking tot besmettelijke varkensverlamming (Teschenerziekte) en Afrikaanse varkenspest, het Waalse Gewest er in korte tijd toe verplicht is, onmiddellijk meerdere maatregelen te nemen om de verspreiding van de ziekte af te remmen en ze geleidelijk aan aan te passen aan de evolutie van de sanitaire toestand;

Overwegende dat het behouden van verkeer in de bossen een reëel risico op verspreiding van de wilde zwijnen en dus van Afrikaanse varkenspest inhoudt, a fortiori in de delen van het buffergebied waar onlangs besmettingshaarden zijn aangetroffen, en dat er dus, voor de beperking van deze risico's, aanleiding toe bestaat de toegang tot de delen van het buffergebied, zoals omschreven in de bijlage bij dit besluit, enkel toe te laten voor de personen belast met de bestrijding van deze ziekte en voor degenen die afwijkingsmaatregelen kunnen genieten, mits de inachtneming van de toe te passen voorwaarden;

Overwegende, a contrario, dat, wat de eerste haarden van de Afrikaanse varkenspest betreft, geacht kan worden dat er een meer endemische fase is aangetreden en dat een algemeen verkeer op de opengestelde wegen geen impact zou moeten hebben op het wilde zwijnenbestand dat overigens door de ziekte en de niet aflatende vernietigingsinspanningen fors verminderd is en in ruime mate bijeengehouden wordt door omheiningen;

Overwegende dat het in functie van de evolutie van de epidemie past, mits de inachtneming van strikte voorwaarden, van dit algemeen verkeersverbod in de bossen af te wijken om de exploitatie mogelijk te maken van door de schorskever aangetaste bomen, die dringend is wegens de sanitaire crisis in verband met de massale ontwikkeling van dit insect en die nauw verband houdt met de maatregelen voor een verkeersverbod in de bossen, aangenomen in het kader van het beheer van de Afrikaanse varkenspest;

Overwegende dat er aanleiding toe bestaat, de spoedige hervatting van bepaalde economische activiteiten van de types bosbouw, landbouw, visteelt en toerisme mogelijk te maken op de terreinen die via in bossen gelegen en onder een verkeersverbod vallende verharde wegen toegankelijk zijn;

Gelet op de verminderde virale belasting van de Afrikaanse varkenspest in bepaalde gebieden, omschreven in de bijlage en gelegen binnen in de omtrek van het buffergebied dat het kerngebied omsluit, ten gevolge van de sanitaire ordehandhavingsmaatregelen betreffende deze ziekte, w.o. het opsporen, wegnemen en vernietigen van door pest aangetaste kadavers van wilde zwijnen;

Overwegende dat het risico op verspreiding van het virus vanaf een weg of een pad door een gebruiker die dat soort verbinding mag gebruiken, miniem is en als laag wordt ingeschat te meer omdat de virale belasting van de Afrikaanse varkenspest door de geactiveerde sanitaire ordehandhavingsmaatregelen op significante wijze aan intensiteit heeft ingeboet;

Gelet op het lage risico op ziekteverspreiding, zoals bovenstaand uiteengezet, door de gebruikers vernoemd in de artikelen 20 en 21 van het decreet van 15 juli 2008 houdende het Boswetboek;

Overwegende dat een versoepeling van de maatregelen houdende een verkeersverbod in de bossen ten opzichte van deze gebruikers, die enkel van toepassing is op de wegen en paden die door de bossen en wouden lopen binnen in de omtrek van het buffergebied zonder betrekking te hebben op de wegen en paden die door de bossen en wouden lopen van de delen van het buffergebied zoals in de bijlage omschreven, niet van aard is om het doel en de absolute prioriteit, vastgesteld door de gewestelijke en federale overheid, namelijk het uitroeien van de ziekte, in de weg te staan;

Overwegende dat de maatregelen houdende verkeersverbod in de bossen en wouden versoepeld dienen te worden zodat de zwakke gebruikers van bos en woud voor recreatieve doeleinden toegang kunnen krijgen tot de bosmilieus op de wegen en paden, en in het bijzonder in de context van de lentevakantie die op 6 april 2019 begint;

Overwegende dat het wetenschappelijk comité van het FAVV acht dat de toegang van de wandelaars tot de bospaden in zone II niet van aard is om het label "laag risico", toegekend aan het onmiddellijk risico tot verspreiding van de Afrikaanse varkenspest in de varkenskwekerijen, om te buigen op voorwaarde dat alle externe bioveiligheidsregels in de varkenskwekerijen in acht worden genomen, dat het beheer van de Afrikaanse varkenspest in het besmette gebied met dezelfde middelen voort wordt gezet en dat de wandelaars gedetailleerde informatie krijgen en de richtlijnen naleven;

Gelet op het advies, op 24 januari 2019 uitgebracht door het Frans nationaal agentschap inzake sanitaire veiligheid op het gebied van voeding, leefmilieu en arbeid, betreffende de beoordeling van de impact van bos- en woudactiviteiten op het risico op verspreiding van de Afrikaanse varkenspest op het nationaal grondgebied wegens de verstoring van wilde zwijnen ten gevolge van de menselijke bedrijvigheid inzake recreatie en bosexploitatie, waarbij genoemd advies in diens punt 3.4, "Conclusions et recommandations du Gecu", erop wijst dat uit het onderzoek naar de verschillende factoren die de verstoring van wilde zwijnen tot gevolg hebben een rangschikking van menselijke activiteiten of bosexploitatie tot stand gebracht kan worden al naar gelang de impact, waarbij drie groepen van activiteiten naar voren treden, al naar afnemende sterkte van de veroorzaakte verstoring opgesomd:

- Groep 1 (4 activiteiten met de meeste verstoring): perceelsverjonging door inzet van tuigen, houtkap (omhakken van hoge bomen), uitsleping, paddestoelenpluk en oprapen van hertengeweien (in het laatste geval staat de verstoring in rechtstreekse verhouding tot de frequentie en de duur van deze activiteiten, met dus een bijzondere impact in het hoogseizoen);

- Groep 2 (7 activiteiten met een gemiddelde verstoring): quad, wandelaars met honden (zonder leiband), oriëntatiewandelingen, opladen van stamstukken, houtmarkering, joggers met honden en fotografieren;

- Groep 3 (5 activiteiten met een lager verstoringsrisico): groepen trekkers, natuurontdekkingstochten, VTT'ers, joggers en ruiters;

Gelet op het significant risico op verspreiding van het virus van Afrikaanse varkenspest wanneer het publiek de wegen en paden verlaat en dieper in het bos binnendringt om de producten van bos en woud, zoals omschreven in artikel 3, 19°, van het Boswetboek, zoals paddestoelen, bloemen, wilde aromatische en geneeskrachtige planten, te plukken;

Overwegende dat de Waalse Overheidsdienst een publieke voorlichtingscampagne heeft gevoerd door een brochure te verspreiden "La peste porcine africaine, agissons ensemble" en door een informatiecampagne langs de mediakanalen te voeren;

Overwegende dat de beëdigde ambtenaren van het Bosbestuur zeer nauwgezette onderrichtingen inzake opgevoerd terreintoezicht hebben gekregen wat betreft de versoepelde bosverkeersmaatregelen,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1. besluit van de Waalse Regering van 30 november 2018 : het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2018 houdende verscheidene tijdelijke maatregelen ter bestrijding van Afrikaanse varkenspest bij wilde zwijnen, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 11 januari 2019, du 19 februari 2019 et du 19 maart 2019;

2. ministerieel besluit van 13 maart 2019: het ministerieel besluit van 13 maart 2019 houdende een tijdelijk verbod op het verkeer in bossen om de verspreiding van Afrikaanse varkenspest te beperken.

Art. 2. In afwijking van artikel 1 van het ministerieel besluit van 13 maart 2019 wordt het verkeersverbod voor voetgangers op de wegen en paden die door de bossen en wouden lopen binnen in de omtrek van het buffergebied, kerngebied inbegrepen, zoals in de bijlage bij het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2018 omschreven, opgeheven onverminderd de bepalingen vastgesteld bij het decreet van 15 juli 2008 houdende het Boswetboek.

Het verkeersverbod voor voetgangers bedoeld in lid 1 wordt in stand gehouden op de wegen en paden die door de bossen en wouden van de delen van het buffergebied lopen zoals omschreven in bijlage.

Art. 3. In afwijking van artikel 1 van het ministerieel besluit van 13 maart 2019 wordt het verkeersverbod voor fietsers, geleiders van trekdieren, lastdieren, rijdieren of fokdieren op de voor deze gebruikers bewegwijzerde paden en op de wegen en paden die door de bossen en wouden lopen binnen in de omtrek van het buffergebied, kerngebied inbegrepen, zoals in de bijlage bij het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2018 omschreven, en die niet door de bossen en wouden lopen van de delen van het buffergebied zoals omschreven in bijlage, opgeheven onverminderd de bepalingen vastgesteld bij het decreet van 15 juli 2008 houdende het Boswetboek.

Het verkeersverbod wordt eveneens opgeheven voor de gebruikers bedoeld in lid 1 op de voor deze gebruikers bewegwijzerde paden na toelating door de als dusdanig door de Regering aangewezen ambtenaar en die niet door de bossen en wouden lopen van de delen van het buffergebied zoals omschreven in bijlage.

Art. 4. Het ontnemen van bosproducten, zoals bedoeld in artikel 50 van het decreet van 15 juli 2008 houdende het Boswetboek, is verboden binnen in de omtrek van het buffergebied, kerngebied inbegrepen, zoals omschreven in de bijlage bij het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2018.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking op 6 april 2019 en houdt op in werking te zijn op 30 juni 2019.

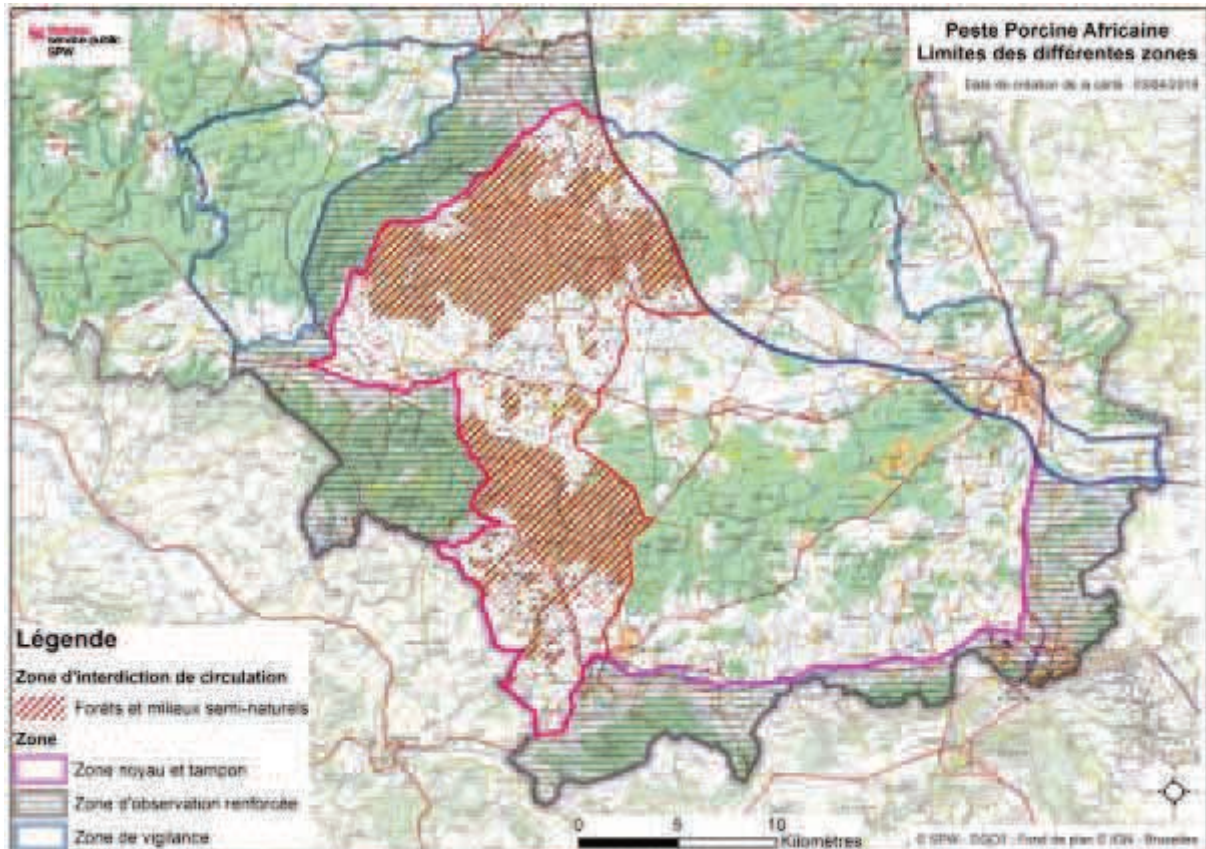
Namen, 4 april 2019.

R. COLLIN

BIJLAGE

Grenzen van het gebied waarin een bosverkeersverbod geldt (03/04/2019) :

- De N987, vanaf het kruispunt met de A4/E25/E411 ter hoogte van Houdemont tot aan het kruispunt met de N879 ter hoogte van Marbehan.
 - De N879 tot aan de kruising ervan met de N87.
 - De N87 tot aan de kruising ervan met de N82 ter hoogte van Virton.
 - De N82 tot aan de kruising ervan met de N88.
 - De N88 tot aan de kruising ervan met de N871.
 - De N871 tot aan de Franse grens.
 - De Franse grens naar het noorden tot aan de kruising ervan met de N895 ter hoogte van Limes.
 - De N895 tot aan de kruising ervan met de N88 te Limes.
 - De N88 tot aan de kruising ervan met de N891 ter hoogte van Gérouville.
 - De N891 tot aan de kruising ervan met de N83 ter hoogte van Jamoigne.
 - De N83 tot aan de kruising ervan met de N85 ter hoogte van Florenville.
 - De N85 tot aan de kruising ervan met de N894 ter hoogte van Lacuisine.
 - De N894 tot aan de kruising ervan met de rue de la Motte ter hoogte van Suxy.
 - De rue de la Motte, dan de rue de Neufchâteau tot hun opsplitsing in twee wegen.
 - De rechtertak van de rue de Neufchâteau, dan de naamloze bosweg die overgaat in de rue des Bruyères te Assenois.
 - De rue des Bruyères tot aan de N801.
 - De N801 tot aan de kruising ervan met de rue de l'Accord ter hoogte van Assenois.
 - De rue de l'Accord en de rue du Fet tot aan de kruising ervan met de N40.
 - De N40 tot aan de kruising ervan met de A4/E25/E411.
- De A4/E25/E411 tot aan de kruising ervan met de N897 ter hoogte van Houdemont.



Gezien om gevoegd te worden bij het ministerieel besluit van 4 april 2019 tot afwijking van het ministerieel besluit van 13 maart 2019 houdende een tijdelijk verbod op het verkeer in bossen om de verspreiding van Afrikaanse varkenspest te beperken.

Namen, 1 april 2019.

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme,
Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,

R. COLLIN